

Marché n° 2022 1050 132 841
EJ court 180 007 16 30
notifié le 3 janvier 2023
réunion de lancement : 1^{er} février 2023

Observatoire de l'Arctique *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
LOUIS DOUCET – CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –
FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	4
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE	6
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	7
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	8
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE.....	9
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....	11

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Alexandre Taithe (FRS) et Louis Doucet (FRS)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Louis Doucet (FRS)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Louis Doucet (FRS), avec Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM), avec Michael Delaunay (CEARC)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Le nouveau **commandant du NORAD le Général Gregory Guillot** a annoncé lors d'un déplacement au Canada que les forces armées américaines vont s'entraîner plus souvent en Arctique. Notamment des unités américaines ayant les capacités, qui ne se sont jamais rendues dans le Grand Nord. Ce déplacement est effectué dans le cadre d'un audit sur les capacités réelles du NORAD, qui donnera lieu à un rapport au mois de mai. Enfin, il a également annoncé que des moyens de détection avancés du NORAD pourraient être installés dans l'Arctique européen au travers de l'OTAN, pour fournir une visibilité encore plus grande ([Eye on the Arctic](#), 26 avril 2024).

Un projet de **changement de statut** d'une partie des membres de la Garde nationale de l'air (**Air National Guard**) à l'échelle nationale est en cours et suscite beaucoup de réactions en Alaska, la Garde nationale de l'air de cet État étant particulièrement impactée. Ce corps risque de perdre son statut assimilé de membre des forces armées avec de nombreux avantages (*Active Guard and Reserve*), pour un nouveau statut appelé *Dual Status Technicians*, moins avantageux et à temps partiel. Une forte mobilisation, notamment des sénateurs Lisa Murkowski, Dan Sullivan et Mary Sattler Peltola, a permis de repousser d'un an ce projet uniquement pour l'Alaska. Ce projet de rééquilibrage des statuts aurait pu avoir un effet direct sur la capacité de l'*Air National Guard* à assurer ses missions en Alaska dès le mois de juin 2024, demandant des personnels en poste en temps plein, notamment pour la recherche et sauvetage, le rapatriement de patients mais aussi pour les missions de surveillance et d'interception des aéronefs russes coutumiers du fait ([Anchorage Daily News](#), 15 mars 2024 ; [Alaska Public Media](#), 18 avril 2024 ; [Sénateur Murkowski](#), 18 avril 2024 ; [Anchorage Daily News](#), 21 avril 2024).

L'**US Air and Space Force** a annoncé octroyer pour trois ans une prime "grand froid" (*Cold Weather Assignment Incentive Pay*) à ses personnels affectés en Alaska sur les bases de Joint Base Elmendorf-Richardson à Anchorage, à la station radar du NORAD Clear Space Force Station, et sur la base d'Eielson située près de Fairbanks. Pour les militaires affectés au moins un an, une prime de 1000 dollars sera attribuée, et doublée s'ils ont un ou une épouse ou un enfant. Les raisons avancées pour l'octroi de cette prime sont d'abord les dépenses supplémentaires dues aux équipements nécessaires pour vivre dans cette région froide, mais aussi pour préserver la santé mentale des militaires. Ces bases Grand Nord connaissent en effet un taux de suicide élevé du fait de l'éloignement et des conditions climatiques rudes ([USA Today](#), 8 juin 2023 ; [Eye on the Arctic](#), 3 avril 2024 ; [Sénateur Murkowski](#), 2 avril 2024).

Le rejet d'un projet de route en gravier, devant desservir une mine de minerais indispensables aux technologies vertes et aux armements, a suscité un débat national. L'administration Biden a salué un avis négatif rendu par le Bureau of Land Management (BLM) à propos du projet *Ambler Access Project*, qui induit des effets trop importants sur la faune et la flore pour pouvoir être accepté. La route longue de 340 kilomètres devait voir 168 rotations de camions et traverser en partie le parc national protégé *Gates of the Arctic National Park and Preserve*, 11 rivières et 3 000 ruisseaux. Cette annonce semble vouloir venir équilibrer l'acceptation du projet pétrolier Willow, et ainsi envoyer un signal aux jeunes électeurs du président Biden. Ambler Metals a défendu le projet, arguant que le cuivre extrait de cette région serait indispensable pour la fabrication d'éoliennes et de cellules photovoltaïques ([Polar Journal](#), 25 avril 2024 ; [Département de l'intérieur](#), 19 avril 2024 ; [Politico](#), 16 avril 2024).

Au Canada, la politique arctique de défense révisée et publiée le 8 avril illustre le fort intérêt du gouvernement fédéral pour ses territoires arctiques, répondant à un besoin de repositionnement stratégique pour « *protéger la souveraineté du Canada dans les régions de l'Arctique et du Nord* ». **Selon cette politique, « trois tendances puissantes et interconnectées sont en train de remodeler notre monde » : les changements climatiques, les « autocraties et États perturbateurs » (Russie et Chine sont mentionnées) et les technologies nouvelles et perturbatrices** ([Défense nationale](#), 8 avril 2024 ; [High North News](#), 15 avril 2024). Cette politique annonce également un certain nombre de financements détaillés dans le budget fédéral, déposé mi-avril. Ce budget prévoit 73 milliards d'investissements militaires dans le Nord sur vingt ans. Sur les 73 milliards de dollars alloués à la Défense, 20 milliards iront à la Défense du Nord, avec l'acquisition de capteurs maritimes pour la surveillance des océans (1,4 milliard sur vingt ans) et d'hélicoptères tactiques (18,4 milliards sur vingt ans). Un autre pan de 307 millions sera alloué à un « programme d'aéronefs de détection aérienne avancée » ([Regard sur l'Arctique](#), 8 avril 2024 ; [16 avril 2024](#)). Puis, 218 millions seront dédiés aux infrastructures de soutien opérationnel : logements, installations médicales, systèmes de communication par fibre optique, usines de traitements d'eau et alimentation en électricité – autant d'infrastructures qui seront utiles pour les populations autochtones ([Radio Canada](#), 16 avril 2024). Le 25 avril, la construction du nouveau bâtiment de la Défense nationale à Yellowknife a d'ailleurs débuté ([Regard sur l'Arctique](#), 25 avril

2024). Enfin, Ottawa examine la possibilité d'acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire, en rejoignant la deuxième phase de l'alliance AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis) ([La Presse canadienne](#), 9 avril 2024).

Par ailleurs, la crise du logement dans le Nord reste le sujet le plus préoccupant et se répercute dans ce budget. Ainsi, si l'effort du gouvernement concernant le logement est salué – 918 millions de dollars sur cinq ans – un investissement en « milliards de dollars » aurait été nécessaire pour résorber cette crise. Le gouvernement a toutefois rappelé qu'une enveloppe de 4 milliards de dollars sur sept ans, annoncée en 2022, sera disponible en 2024-2025. La création de plus de 3 000 logements au Nunavut (via un Fonds pour accélérer la construction de logement), et l'investissement de 2,15 millions dans une entreprise de fabrication de maisons modulaires de Cambridge Bay ont également été salués ([Radio Canada](#), 16 avril 2024 ; [Regard sur l'Arctique](#), 17 avril 2024, 18 avril 2024). Le Nunavik, lui, se lance dans des rénovations massives de bâtiments ([Regard sur l'Arctique](#), 24 avril 2024).

Dans le secteur minier, Ottawa a annoncé un investissement de cinq millions de dollars au profit d'une société minière détenue à 100 % par des membres de la Première Nation Dénée, la Denendeh Exploration and Mining Company (DEMCO) ([L'Aiglon](#), 18 avril 2024). La fermeture de la mine de diamants Diavik devrait, quant à elle, entraîner la perte de 1 500 emplois, un exode d'environ 110 habitants et une perte estimée à 100 millions \$ en dépenses de consommation pour les TNO. Ces chiffres restent à confirmer ([Radio Canada](#), 10 avril 2024). Le 1^{er} avril, le Nunavut a fêté ses 25 ans ([Regard sur l'Arctique](#), 1^{er} avril 2024).

Lors du discours sur l'Unité du **Royaume du Danemark**, après avoir affirmé la nécessité de former une union forte en Arctique et en Atlantique Nord, la Première ministre Mette Frederiksen a souligné qu'elle était prête à examiner le cadre du Royaume s'il y avait une demande concrète de la part des îles Féroé ou du **Groenland**. Par ailleurs, la question du poste non pourvu d'Ambassadeur de l'Arctique suite à un désaccord dano-groenlandais n'a pas été mentionnée ([Sermitsiaq](#), 19 avril 2024 – voir également la rubrique gouvernance pour un sujet sur le Conseil Nordique). En parallèle, le Danemark a renforcé son engagement militaire dans l'Atlantique Nord avec cinq nouveaux attachés de défense (un à Ottawa, un à Oslo, un à l'ONU et deux à l'OTAN) ([Regard sur l'Arctique](#), 23 avril 2024). Au Parlement danois, un an après son intervention pour demander la traduction des débats en groenlandais, Aki-Matilda Høegh-Dam a décidé de mettre en place son propre système de traduction pour rendre les débats accessibles à ses concitoyens ([Altinget](#), 19 avril 2024).

En **Islande**, les scientifiques s'attendent à une cinquième éruption suite à l'accumulation de lave constatée, qui devrait ouvrir une nouvelle fissure. Le rachat des propriétés des habitants de Grindavik a été lancé par l'État islandais et déjà près de 700 demandes ont été faites pour un rachat à 95% de la valeur des propriétés ([Iceland Monitor](#), 13 avril 2024 ; [Iceland Review](#), 27 avril 2024 ; [Iceland Review](#), 28 avril 2024 ; [Iceland Review](#), 20 avril 2024). Le gouvernement islandais continue d'apporter son soutien à l'effort de guerre ukrainien, en participant d'abord à l'initiative tchèque d'achat de munitions d'artillerie, à hauteur de 2 millions d'euros, ainsi que 500 000 euros pour financer l'achat d'équipements spécifiques aux soldats féminins ([Gouvernement islandais](#), 26 mars 2024). L'Islande a accueilli la *NATO Cyber Threat Intelligence Conference* à Reykjavík les 9-11 avril, rassemblant plus de 200 experts cyber ([Gouvernement islandais](#), 12 avril 2024). Enfin, l'ambassadeur chinois en Islande se fait le porte-parole de deux compagnies aériennes chinoises (Juneyao et Air China) afin de mettre en place des vols directs entre la Chine et l'Islande afin de faciliter la venue de touristes chinois en Islande. Ces vols directs pourraient avoir lieu dans quelques années entre Keflavík et Shanghai ou Pékin ([Iceland Review](#), 23 avril 2024).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Région de Barents : mise à l'épreuve des infrastructures logistiques lors de l'exercice *Immediate Response 2024*

Dans le cadre de l'exercice militaire *Immediate Response*, qui est associé à la série d'exercices *Steadfast Defender 24*, un navire de guerre américain a acheminé du matériel militaire en Europe du Nord via le port norvégien de Narvik. Ce navire a déchargé sur le port plus de 200 véhicules et plus de 300 conteneurs. Les forces armées étatsuniennes, qui sont arrivées

en Norvège, comprennent des membres de la 3^e brigade d'infanterie de la 10^e division de montagne. Celles-ci furent transportées depuis la Virginie (États-Unis) en direction de la région de Barents. Cet exercice qui se déroule en Finlande (21 avril – 31 mai) est l'occasion de tester les infrastructures logistiques de la région. Ainsi, à partir de Narvik, le personnel et le matériel ont été transportés par train et par route vers la Finlande via la Suède. En outre, l'objectif est de mettre en avant le rôle de la Norvège comme pays de transit pour les forces alliées se rendant en Suède et en Finlande. Cet appui logistique comprend aussi bien l'accueil que le soutien en matière de ravitaillement et d'accompagnement pour le transport régional ([Communiqué des Forces de défense finlandaises](#), 16 avril 2024 ; [High North News](#), 22 avril 2024).

Russie : vers la construction de futures bases de drones le long de la RMN

Dans le journal russe *Izvestia*, un représentant du ministère russe de la Défense a révélé la future construction de bases de drones le long de la route maritime du Nord. Le déploiement de ces drones a pour objectif d'augmenter significativement les missions de surveillance le long de l'espace côtier de l'Arctique russe mais aussi de contribuer au renforcement des opérations de recherche et de sauvetage dans la zone. Deux modèles de drones sont amenés à participer aux missions dans la région : les modèles *Inokhonets* et *Forpost*. Le premier fait partie du programme de développement Orion de la société russe Kronshtadt. Testée la première fois en 2016, le drone *Inokhonets* possède une autonomie de 24 heures avec une capacité de charge de 60 kg. Quant au *Forpost*, ce drone, conçu par le groupe Ural Plant of Civil Aviation (UZGA) en 2012, est une réplique du drone israélien *Searcher-II* et possède une capacité de projection jusqu'à 400 kilomètres. Les drones *Forpost* ont été notamment utilisés sur les théâtres d'opération en Syrie et en Ukraine. Ces drones de fabrication domestique ne nécessiteraient pas l'importation de composants ([Izvestia](#), 12 avril 2024 ; [thebarentsobserver](#), 15 avril 2024 ; [Kyiv Independent](#), 16 avril 2024).

Svalbard : la science comme vecteur d'influence russe

Dans la publication russe *Russki Vestnik Spitsbergen*, qui fait sa réapparition depuis 2019, un article évoque les plans de **développement de Pyramiden et de sa revitalisation annoncée en futur pôle pour la recherche polaire**. Plusieurs éléments sont ainsi recensés concernant les principaux axes du plan de reconversion de l'ancienne cité minière :

- Le principal centre scientifique international sera situé à Pyramiden, et des annexes seront créées à Grumant, Kolsbey et Barentsburg ;
- Les recherches de terrain et études pratiques auraient lieu pour les étudiants en été et en hiver ;
- Outre les sciences fondamentales, les recherches pourront également porter sur l'ethnographie, les sciences humaines, l'histoire culturelle, la paléographie et la biologie médicale ;
- Un consortium d'institutions et d'organisations de recherche et d'enseignement de pays amis serait créé ;
- La Chine ainsi que les autres membres des BRICS+ pourraient participer aux équipes de recherche.

Par ailleurs, une photo publiée dans la revue russe montre un quartier de Pyramiden entièrement rénové prêt à accueillir du personnel à l'avenir. En matière de coopération scientifique, Denis Moiseev, directeur adjoint pour la science à l'Institut de biologie marine de Mourmansk, a indiqué que son centre de recherche a signé en 2023 « un accord avec l'Institut de recherche polaire de Chine pour travailler dans l'Arctique, y compris au Svalbard ». À cet effet, les Russes discutent de la participation de scientifiques chinois à de futures expéditions conjointes. De même, la commission gouvernementale sur le Spitzberg [nom russe du Svalbard] a approuvé la création du centre scientifique du groupe BRICS sur l'archipel. Selon la chercheuse norvégienne Kari Aga Myklebost, le développement de ce futur centre scientifique est un rappel au passé soviétique, faisant de la continuation de l'*otechestvennaya nauka*, la recherche russe, un de ses rouages. Ce plan est également un moyen de mobiliser des représentants de ce que l'on appelle les « États amis » ([Komsomolskaya Pravda](#), mars 2024 ; [Russki Vestnik Spitsbergen](#), n° 1, mars 2024 ; [thebarentsobserver](#), 28 avril 2024).

Suède : investissement pour une aciérie décarbonée à Luleå ayant des incidences nationales

Le groupe suédois SSAB a annoncé la construction d'une future aciérie décarbonée à Luleå, dans le comté de Norbotten. Cette nouvelle infrastructure permettra de contribuer aux objectifs de **réduire à hauteur de 7 % les émissions carbone totales du pays**. Selon le communiqué du groupe, l'investissement totalisera 4,5 milliards d'euros pour un démarrage de la nouvelle aciérie dès 2028 et un fonctionnement à pleine capacité dès l'année suivante. Selon son directeur général Martin

Linqvist, son groupe s'est engagé aux côtés du groupe minier LKAB « à éliminer les émissions de CO₂ de [leur] chaîne de valeur et à établir la nouvelle technologie de référence pour un avenir sans énergie fossile ». Sur le plan économique, ce virage industriel favoriserait une meilleure compétitivité des pays nordiques sur le long terme. Depuis juin 2023, SSAB avait entamé un projet de décarbonisation de trois de ses aciéries. La première avait été Oxelösund. Luleå a finalement été choisi pour être la deuxième et c'est l'aciérie de Raahen en Finlande qui devra être la troisième. En combinant les résultats des deux aciéries suédoises, ce sont 10% des émissions de carbone de la Suède que SSAB parviendra à réduire ([Communiqué du groupe SSAB](#) ; [High North News](#), [Arctictoday](#), 2 avril 2024).

États observateurs et Union européenne

Le Japon suit les sanctions américaines envers Arctic LNG 2 malgré son implication dans ce projet

Depuis sa création en 2014, Arctic LNG 2 a été financé par plusieurs entreprises internationales. Japan Arctic LNG et JOGMEC, des sociétés japonaises, sont toutes deux [actionnaires de LNG 2](#) aux côtés de deux sociétés chinoises, CNPC et CNOOC, ainsi que TotalEnergies (France) et Novatek (Russie). Toutefois, malgré cette implication, [Tokyo a affirmé ne pas s'opposer aux sanctions](#) décidées par Washington contre le projet russe. Lors de sa visite aux États-Unis, début avril, le Premier ministre japonais Fumio Kishida a réaffirmé sa [volonté de coopérer](#) aussi bien politiquement que scientifiquement avec le bloc américain et l'Europe, notamment dans la région Arctique. Ainsi, il apparaît comme peu probable que le Japon fasse pression sur les États-Unis au sujet des sanctions contre Arctic LNG 2.

En 2026, le Japon devrait recevoir [un second brise-glace](#), dont la zone d'exploitation serait l'Arctique. Long de 128 mètres, ce bâtiment aurait un standard PC4 (glace épaisse d'1,2 mètre environ). Ce second brise-glace sera spécialement déployé en Arctique, étant donné que le premier brise-glace japonais, le *Shirase*, est dédié à l'océan Austral.

L'émergence d'acteurs infra-étatiques face à la fragilisation du Conseil de l'Arctique

L'Alaska, le Groenland et le nord de la Norvège, régions infra-étatiques, se sont considérablement rapprochées ces dernières années pour améliorer les réponses aux enjeux économiques, sociaux et politiques, qui se font toujours plus forts en Arctique, selon un rapport du *High North Center for Business and Governance* intitulé « [ArcBlue : Enhanced Blue Economy Collaboration across Alaska, Greenland and North Norway](#) ». Ce projet vise à renforcer la collaboration de ces trois régions arctiques face aux questions économiques liées à la pêche, climatiques liées au dérèglement climatique, sociales avec les populations autochtones, et politiques avec les systèmes de gouvernance. À l'heure où l'avenir du Conseil de l'Arctique est incertain, la coopération de ces trois acteurs régionaux témoigne de nouvelles formes de coopération en dehors du Conseil, et de la consolidation d'acteurs infra-étatiques en Arctique.

Les trois régions étudiées dépendent fortement des ressources océaniques, en particulier de la pêche des poissons en eau profonde. Toutefois, le Groenland est bien plus dépendant des revenus de la pêche. Chaque région a développé sa propre spécialité en matière halieutique : la goberge en Alaska, la crevette nordique au Groenland et la morue en Norvège du Nord. Les trois régions sont également confrontées aux risques climatiques qui peuvent avoir un impact notable sur la rentabilité et la récolte des stocks pêchés. Le rapport préconise une mutualisation accrue des informations et des technologies pour assurer la pérennité et la soutenabilité des activités maritimes des trois régions arctiques. Les espèces pêchées sont en effet des espèces d'eau froide, très sensibles à la hausse des températures et à la modification des courants marins. Les trois régions ont établi des normes pour encadrer la pêche tout en investissant dans des infrastructures plus durables. Néanmoins, le rapport reste pessimiste sur l'efficacité de telles mesures sur le long terme.

Bien que la pêche fasse partie intégrante de l'histoire des trois régions, celle-ci a connu de profondes modifications durant les dernières décennies. La pêche « communautaire » a laissé la place à une pêche industrielle. Cette transformation a eu d'importantes conséquences sur le marché du travail de ces régions, en particulier pour les populations autochtones (emploi de travailleurs étrangers peu qualifiés au détriment de travailleurs locaux par exemple). Certaines mesures ont été prises pour revaloriser la pêche locale afin d'éviter une désaffiliation des communautés autochtones, en particulier au nord

de la Norvège. Encore une fois, le rapport préconise une mise en commun de ces initiatives pour les rendre plus efficaces et les étendre aux trois régions.

Se pose ici la question de la gouvernance. Alors que la Norvège dispose d'un système institutionnel très centralisé, l'Alaska a mis en place un système davantage décentralisé, permettant une contribution locale et régionale importante, en particulier des communautés autochtones. De son côté, le Groenland a adopté un système hybride, à mi-chemin entre les deux. Les trois régions ont conscience de l'importance de structures de gouvernance plus inclusives et adaptables, qui seraient capables de répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Réactions de la Russie à la déclaration unilatérale américaine d'extension de leur plateau continental en Arctique

En décembre 2023, le Département d'État des États-Unis a annoncé de manière unilatérale l'extension de leur plateau continental dans sept zones, dont une en Arctique dans la mer de Beaufort ([US department of States](#), 2023). Les États-Unis n'ont cependant pas soumis de demande à la Commission des limites du plateau continental (CLPC). Bien que signataires, les États-Unis n'ont jamais ratifié la Convention de 1982 mais ils en respectent les dispositions de droit coutumier. Les États-Unis n'ont donc pas déposé leurs demandes d'extensions du plateau continental auprès de la CLPC mais ont fait une déclaration unilatérale. Ce choix ouvre la porte aux contestations légales et géopolitiques ([The Arctic Institute](#), janvier 2024).

La Russie a, de manière non surprenante, choisi de contester cette annonce et même de dénoncer la CNUDM en Arctique. En effet le 18 mars, la [Russie a déclaré par l'intermédiaire de son représentant à l'Autorité internationale des fonds marins](#) qu'elle ne reconnaissait pas les limites extérieures du plateau continental établies unilatéralement par les États-Unis. Le même jour le président du comité de la Douma d'État pour le développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique a déclaré que la Russie [envisageait de quitter la CNUDM](#), et plus précisément de « [dénoncer la convention dans l'Arctique](#) » en [invoquant les inquiétudes suscitées par les activités de l'OTAN dans la région](#) (voir aussi bulletin précédent). Cependant, ces déclarations trahissent une compréhension limitée de la CNUDM et du droit international en général puisque la CNUDM ne peut être appliquée de manière sélective dans des régions géographiques spécifiques ([The Arctic Institute](#), Avril 2024).

Nouvelles zones de contrôle des émissions en Arctique approuvées par l'OMI

Lors de sa 81^{ème} session, le comité de la protection du milieu marin (MEPC) de l'OMI a approuvé la création de deux nouvelles zones de contrôle des émissions dans les eaux arctiques de la Norvège et du Canada sur proposition de ces pays. Ces mesures qui prendront la forme d'amendements à l'annexe VI de la convention MARPOL visent à réduire les émissions nocives des navires, telles que les oxydes de soufre et d'azote, ainsi que les particules en suspension. La nouvelle réglementation limiterait la teneur en soufre du carburant utilisé par les moteurs des navires à 0,1 %, contre 0,5% actuellement. Ces mesures visent à améliorer la qualité de l'air dans les régions côtières et à réduire l'impact sanitaire des émissions de navires. Bien que saluées par les défenseurs de l'environnement, ces mesures sont considérées comme un premier pas, et davantage de travail est nécessaire, notamment en ce qui concerne d'autres parties de l'océan Arctique et les émissions de carburant lourd ([High North News](#), 2 avril 2024). Par ailleurs, les projets d'amendements de la convention MARPOL visant à établir les zones doivent encore être adoptés lors de la prochaine session du MEPC. La date d'entrée en vigueur la plus proche des zones de contrôle ne serait donc que le 1^{er} mars 2026 ou 16 mois à compter de l'adoption ([OMI, mars 2024](#)). L'ECA norvégienne proposée comprend les



eaux de la ZEE de la Norvège au nord du 62^e degré de latitude, s'étendant tout autour du littoral du pays jusqu'à la frontière maritime avec la Russie dans la mer de Barents. ([Imo.org](#), 2 avril 2024 ; [gCaptain.com](#), 2 avril 2024)

Six pays nordiques signent un accord pour la protection des infrastructures sous-marines contre le sabotage en mer du Nord

Six pays d'Europe du Nord bordant la mer du Nord ont signé un accord pour protéger les infrastructures sous-marines dans le nord de l'Atlantique contre le sabotage. Cette initiative fait suite aux explosions de 2022 qui ont endommagé les gazoducs Nord Stream en mer Baltique. Les pays concernés sont le Danemark, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Norvège et les Pays-Bas. L'accord vise à coordonner la protection des infrastructures critiques et à partager des informations. Il fait suite à une augmentation des risques de sabotage et d'attention indésirable de la part d'acteurs hostiles. En outre, ces pays souhaitent accélérer la transition verte en augmentant la capacité des parcs éoliens en mer afin de réduire la dépendance énergétique à l'égard de la Russie ([AP News](#), 3 avril 2024).

Le Groenland menace de quitter le Conseil nordique

Nuuk et Copenhague sont en désaccord sur l'appartenance au Conseil nordique. Le gouvernement groenlandais a exprimé son souhait de devenir membre à part entière du Conseil nordique, mais le Danemark s'y oppose ([Polar Journal](#), 19 avril 2024). Le Conseil nordique est une organisation intergouvernementale qui comprend le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et l'Islande. Le Groenland est actuellement un membre associé, ce qui signifie qu'il n'est inclus que dans la délégation du Royaume du Danemark mais le gouvernement groenlandais estime qu'il devrait avoir un statut égal à celui des autres membres. Cependant, le Danemark est préoccupé par les implications politiques et économiques d'un tel changement. Ce désaccord souligne les tensions entre le Groenland et le Danemark concernant la volonté groenlandaise d'indépendance et d'une place grandissante dans la géopolitique arctique.

Arctic Encounters, 10-12 avril, Anchorage

La 10^{ème} édition de la conférence *Arctic Encounters* s'est tenue du 10 au 12 avril au Centre civique et de congrès Dena'ina à Anchorage, en Alaska ([Arctic Encounters](#)). Plus de mille personnes ont participé à ce symposium de trois jours, le plus grand événement en matière de politique arctique et d'affaires aux États-Unis, avec des délégués de plus de 30 pays : 164 sur 231 panélistes venant des États-Unis, aucun de Russie – ni de France – mais une d'Ukraine, 20 de Norvège et 18 du Canada, et plusieurs autres pays européens représentés.

Les discussions ont porté sur l'impact des incendies de forêt sur l'Arctique, les questions énergétiques, la sécurité arctique et le développement des infrastructures arctiques.

Le symposium accorde une attention particulière à la représentation des jeunes et des voix autochtones. On peut noter une forte présence de l'Union européenne à plusieurs niveaux : Commission, ambassadeurs d'États membres, représentants de villes du nouveau programme AURC (voir bulletin de mars).

Questions militaires, industrielles et technologiques

Collaborations américano-norvégiennes à Andøya: alerte précoce et future station satellite

Le ministre norvégien de la Défense Bjørn Aril Gram a annoncé la construction d'une future station satellite sur l'île d'Andøya dans le comté du Troms. Cette construction s'effectuera en collaboration avec les États-Unis, et sera la première infrastructure de ce type à l'extérieur du territoire américain. Cette station fournira un mécanisme d'alerte précoce supplémentaire contre la menace des missiles de croisière. Selon le ministre, « *le gouvernement a l'intention de faire de la*

Norvège l'un des premiers alliés concernant la connaissance situationnelle dans le Nord » ([Communiqué du ministère de la Défense du Royaume de Norvège](#), 10 avril 2024 ; [thebarentsobserver](#), 11 avril 2024). Le gouvernement norvégien a ainsi explicitement exposé sa volonté de placer la Norvège à l'avant-garde de l'OTAN en matière de renseignement et de surveillance dans le Grand Nord. De concert avec ses alliés, la Norvège souhaite développer, grâce à Andøya, sa capacité à remplacer rapidement des satellites. Le site d'Andøya, qui possède une base aérienne et une base spatiale faisant toutes deux l'objet de modernisation, s'affirme comme central dans le soutien et le développement d'opérations aussi bien spatiales qu'aériennes des forces armées norvégiennes et alliées.

Le gouvernement norvégien a également annoncé début avril la création, à Andøya, d'une base de drones de surveillance à longue portée. Ces drones renforceront de manière inédite les forces armées norvégiennes pour élargir la compréhension de la connaissance situationnelle dans la région arctique. Ils seront installés dans les anciens bâtiments des avions de patrouille maritime P-3 Orion, désormais remplacés par les avions P-9 Poseidon. Le ministre de la Défense, Bjørn Aril Gram, a précisé que la base d'Andøya est amenée à devenir « une base essentielle pour le développement futur des forces armées norvégiennes » ([Communiqué du ministère de la Défense du Royaume de Norvège](#), 3 avril 2024 ; [thebarentsobserver](#), 4 avril 2024).

La Russie entame la construction d'un sous-marin capable de descendre à 11 000 mètres de profondeur

Le 27 mars dernier, le ministère de la Défense russe a officialisé la construction d'un nouveau [sous-marin « à usage spécial »](#). Long de seulement quelques mètres, ce petit sous-marin baptisé *Sergueï Bavin* sera capable de plonger à 11 000 mètres de fond : en cas de réussite, il s'agirait d'une prouesse scientifique indéniable. Le *Sergueï Bavin* serait mobilisé pour mener des études scientifiques « dans l'environnement marin de l'océan mondial » a déclaré le vice-amiral Vladimir Grischekin, dirigeant de la GUGI (Direction principale de la recherche en eaux profondes). Précisions que Grischekin est également le chef de la force sous-marine de la Flotte du Nord : le *Sergueï Bavin* serait donc un outil bien plus politique et militaire que scientifique. La date d'achèvement de la construction n'a pas été communiquée.

Un tel sous-marin sera précieux pour la Russie dans le cadre de prospections et de découvertes scientifiques, en particulier en Arctique. Le planté de drapeau russe, à 4 200 mètres de fond au pôle Nord, le 2 août 2007, avait lui aussi une visée présentée comme scientifique. En 2021, plusieurs câbles sous-marins norvégiens avaient été endommagés au large de Svalbard, à plusieurs milliers de mètres de profondeur. Après enquête, la GUGI avait [été suspectée de sabotage](#) par Oslo.

Publications des Instituts de recherche

La fonte de l'Arctique renforcerait les phénomènes d'El Niño : une nouvelle illustration des interactions entre le climat global et l'Arctique

Selon une étude – [Arctic sea ice–air interactions weaken El Niño–Southern Oscillation](#) – publiée par *ScienceAdvance*, la fonte de la banquise Arctique renforcerait le phénomène El Niño. Rappelons qu'El Niño est un phénomène climatique, localisé à l'est de l'océan Pacifique, qui apporte des courants atmosphériques très chauds, à l'origine d'une brusque montée de la température des mers. C'est ce phénomène que vient d'éprouver le continent sud-américain ces derniers mois et qui s'est caractérisé par des chaleurs extrêmes (feux de forêt en Argentine et Colombie) et de fortes précipitations.

[Une étude récente](#), menée par des chercheurs de l'Université d'Albany et de l'Université des sciences et technologies de l'information de Nanjing en Chine, soutient que ces événements pourraient s'accélérer et se multiplier davantage en raison de la fonte de la glace de mer en Arctique. Les chercheurs ont constaté que les échanges entre l'atmosphère et la banquise arctique permettaient de réduire la force des phénomènes El Niño de 12 à 17%.

Toutefois, les jours de la glace de mer arctique diminuent. En effet, la quantité de glace de mer qui survit à l'été arctique a diminué de 12,2 % par décennie depuis la fin des années 1970. Ainsi, les phénomènes El Niño tendent à se renforcer par

une double cause : le réchauffement climatique et la fonte de la banquise. La diminution de la glace de mer arctique a de nombreux impacts climatiques de grande portée. La science a donc plus que jamais sa place dans les régions polaires pour tenter de comprendre les conséquences du dérèglement climatique.

Par ailleurs, [une étude publiée par Nature Climate Change](#) a montré que le réchauffement climatique entraînait une fonte sans précédent du pergélisol (sol gelé en permanence, pendant au moins deux ans) : +8,9% sur la dernière décennie. Cette fonte n'est pas sans conséquences puisqu'elle engendre une libération massive dans l'atmosphère de méthane (CH₄), un gaz dont l'effet de serre est particulièrement prononcé. Ainsi donc, l'Arctique est une fois de plus au centre des enjeux climatiques de la planète et témoignent de ses dimensions globales. Un autre aspect de cette centralité de l'Arctique sur les questions environnementales a été donné par une [étude publiée par Arctic News](#). Cette étude montre que la température de surface de l'Atlantique nord n'a jamais été aussi élevée (20,5°C de moyenne le 11 avril 2024) alors que l'année 2023 avait déjà constitué un record dans ce domaine.

L'Arctique : miroir miniature de la scène internationale

En comparant avec d'autres domaines maritimes entourés d'États, l'Arctique apparaît comme une région stable, au sein de laquelle les différends terrestres et maritimes ont été résolus. Bien que des tensions soient générées par l'interprétation du droit international, ce n'est pas le conflit qui caractérise l'Arctique actuellement. L'Arctique apparaît comme un miroir des relations internationales, une région qui serait victime des débordements des événements géopolitiques majeurs survenant sur la scène internationale. C'est ce que soutient Andreas Østhagen dans « [The Arctic in International Relations](#) » publié par le *Fridtjof Nansen Institute* (avril 2024).

L'Arctique a pris en importance depuis les années 1980, en particulier en raison du réchauffement climatique, qui permet d'entrevoir de nouvelles possibilités d'exploitation des ressources de la région. En parallèle des changements climatiques, des changements dans la sécurité du monde ont eu lieu, principalement motivés par la Russie, qui entend contester un ordre mondial trop occidental. L'Arctique a également fait l'objet de convoitises par des pays comme la Chine ou l'Inde. Ainsi, l'Arctique a retranscrit à son échelle les changements et les dynamiques qui ont parcouru la scène internationale des trois dernières décennies.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie entend recréer un ordre mondial, à sa manière. Les tensions avec l'Occident ont engendré une reprise d'activités militaires en Arctique – tendant vers ce qui existait durant les années de Guerre froide – et un regain d'intérêt pour la région, en particulier de la part de l'OTAN qui avait été critiquée pour avoir délaissé la zone de sa stratégie de défense. L'annexion de la Crimée en 2014 et l'invasion de l'Ukraine en 2022 par la Russie ont contribué à tendre les relations entre le bloc otanien et la Russie, tensions directement ressenties au sein des organisations arctiques. Les espoirs de relancer le dialogue sur la sécurité dans le Nord afin de réduire les tensions qui ont émergé vers 2019-2020, ont été anéantis. Les décisions subséquentes de la Finlande et de la Suède de se joindre à l'OTAN – sept des huit pays de l'Arctique sont membres de l'OTAN – renforcent encore les divisions et les tensions dans le Nord.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Après un voyage de près de 3 mois, le navire de transport lourd chinois *Hunter Star* a livré à Belokamenka, près de Mourmansk, le **dernier module de liquéfaction du second train d'Arctic LNG 2** de Novatek. Le navire a chargé un module de 14 000 tonnes mesurant plus de 40 mètres de hauteur à Penglai, dans le nord-est de la Chine. Le *Hunter Star* a contourné le cap de Bonne-Espérance en février et est arrivé à Mourmansk après un voyage de 16 000 milles. Il transportait le module TMS-005, le dernier élément du second train du projet Arctic LNG 2. À la suite du retrait du turbiniériste américain Baker Hughes, Novatek a été contraint de reconcevoir le module pour accueillir à la place des turbines chinoises (gCaptain.com ; 2 avril 2024 ; TheBarentsObserver.com ; 3 avril 2024).



Le géant russe **Novatek a décidé de suspendre la production de GNL sur son site Arctic LNG 2**. Les premières livraisons par méthaniers étaient attendues pour ce 1^{er} trimestre 2024. Ce 1^{er} train de liquéfaction resterait fermé au moins jusqu'à fin juin. La raison en est l'absence de livraison des trois méthaniers dédiés déjà construits en Corée du Sud, l'*Alexei Kossyguine*, le *Piotr Stolypine* et le *Sergueï Witte* mais qui sont toujours sous sanctions américaines. Les expéditions pourraient intervenir au début de la saison estivale avec des méthaniers classiques. L'administration de la Route maritime du Nord a accordé fin mars le 1^{er} permis de transit à un méthanier sans classe glace. En vertu des règles de navigation récemment assouplies, les navires sans aucune protection contre les glaces pourraient se diriger vers Arctic LNG 2 pendant une période de 4 mois entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre (Lemarin.fr, 2 avril 2024 ; gCaptain.com, 3 avril 2024, Reuters.com, 2 avril 2024, HighNorthNews.com, 4 avril 2024 ; gCaptain.com, 25 avril 2024 ; HighNorthNews.com, 25 avril 2024).

Le lancement de deux autres méthaniers Arc7 construits au chantier russe Zvezda permettrait à Novatek de sécuriser une capacité de transport partielle pour son projet Arctic LNG 2 plus tard dans l'année. **Les cinq méthaniers Arc7 actuellement en construction au chantier naval de Zvezda, en Extrême-Orient russe, ont désormais été lancés**. Les images satellite montrent que les navires *Viktor Tchernomyrdine* et *Konstantin Posyet* ont quitté la cale sèche, rejoignant les trois premiers transporteurs, *Alexei Kossyguine*, *Piotr Stolypine* et *Sergueï Witte*. Zvezda a construit les navires dans le cadre d'un partenariat désormais annulé avec le chantier naval sud-coréen Samsung. Leur statut exact, notamment l'achèvement de la membrane interne contenant le gaz liquéfié, reste flou. Le fournisseur français Gaztransport & Technigaz (GTT) a quitté la Russie en 2023 après avoir achevé les travaux sur 2, voire 3 transporteurs Arc7. Zvezda pourrait envisager d'achever les travaux sur les navires restants sans l'aide de GTT. En 2022, le produit de Segezha a été certifié par GTT pour une utilisation dans sa membrane Mark III. Le produit a déjà trouvé une application sur le marché chinois de la construction navale et pourrait probablement aider à achever la membrane des navires Arc7 restants. Les experts s'attendent à ce que 2 ou 3 des cinq navires du chantier de Zvezda entrent en service cette année (HighNorthNews.com, 8 avril 2024 ; Neftegaz.ru, 5 avril 2024).

Le document de travail récemment publié par **Bellona** donne un aperçu du secteur russe du GNL en mettant l'accent sur l'état actuel et les **projections futures de la production et de l'utilisation du GNL comme carburant pour les navires dans l'Arctique russe**. L'influence des sanctions économiques sur les plans russes de développement du GNL est également analysée dans ce document. Bellona soutient un appel exhortant l'UE et les pays du G7 à interdire les importations de GNL en provenance de Russie, ainsi que son transbordement via les ports européens pour l'exportation vers d'autres pays. Il est à noter cependant dans ce document que l'auteur fait apparaître des projets étant en construction alors que la décision d'investissement final (FID) n'a pas encore été décidée. Il n'est pas fait mention également du projet Arctic LNG3 alors que Novatek l'annonce succéder à Arctic LNG1 (Bellona.org, 2 avril 2024).

Dans le cadre d'un paquet gazier de sanctions plus large, le Parlement européen a autorisé les États membres à restreindre les flux de GNL russes au niveau national. Mais la législation est loin d'avoir une approche globale à l'échelle de l'UE. Les nouvelles règles ne traitent pas non plus du transit du GNL russe via l'UE, une source de revenus vitale pour la Russie. Les pays de l'UE continuent d'importer et de transférer du GNL russe à des niveaux records. En 2023, les pays européens ont acheté pour environ 10 milliards de dollars de GNL à la Russie, ce qui équivaut à **13 % du budget militaire de la Russie**. Les États membres sont invités à prendre en compte la sécurité d'approvisionnement de l'UE et les effets sur les autres États membres avant de prendre des mesures. Ils devraient également consulter la Commission et les autres parties

concernées, notamment les autres États membres, le Royaume-Uni et les membres de l'Espace économique européen, avant d'appliquer des limitations au GNL russe. La nouvelle législation se penche également sur la question des transbordements de GNL russe via les ports de l'UE, notamment via le terminal belge de Zeebrugge ([HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 17 avril 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 24 avril 2024 ; [HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 24 avril 2024 ; [HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 29 avril 2024).

Des progrès lents et des dépassements budgétaires massifs ont caractérisé les 4 années qui se sont écoulées depuis que Rosatomflot a donné son feu vert pour le **1^{er} brise-glace à propulsion nucléaire de la classe Lider (120 MW)**. Le contrat prévoyait que le brise-glace devrait être mis en service d'ici 2027. Cela n'arrivera cependant pas. La guerre menée par Moscou contre l'Ukraine explique en partie la lenteur des progrès. Le projet pourrait finalement devenir jusqu'à 60% plus cher que prévu. Cela pourrait porter le prix à 200 milliards de roubles (2,4 milliards d'euros). Le brise-glace à propulsion nucléaire de 120 MW baptisé *Rossiya* sera le plus grand brise-glace au monde avec la capacité d'ouvrir toute l'année un chenal de 48 m de large, contre seulement 34 m pour la classe Arktika ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 22 avril 2024 ; [Kommer-sant.ru](https://www.kommer-sant.ru), 28 avril 2024).

Les installations du Centre de secours d'urgence de l'Arctique ont été inspectées dans le port de Pevek. La construction d'une base pour accueillir la flotte de secours d'urgence dans le port de Pevek a été réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du plan de développement de la route maritime du Nord pour la période allant jusqu'en 2035. Lors de l'inspection du Centre intégré de secours d'urgence de l'Arctique à Pevek, la commission sur place a examiné les questions du déploiement conjoint des unités d'intervention d'urgence du ministère des Situations d'urgence, des forces et des moyens du Service de sauvetage maritime. Des locaux d'habitation, de bureaux et de stockage ont été identifiés pour le placement prévu des sauveteurs, du matériel, des biens et des véhicules. Pour mémoire, la Russie a prévu dans son plan de développement de la RMN pour 2035, 13 stations de coordination des secours, 4 sont déjà opérationnelles dont 2 seulement fonctionnent toute l'année (Mourmansk et Arkhangelsk). Pevek serait la plus à l'Est, au Nord du détroit de Béring ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 2 avril 2024 ; t.me, 2 avril 2024).

Les ingénieurs de la société spatiale privée SPUTNIX (qui fait partie du groupe Sitronics) ont développé leur propre équipement satellite pour recevoir les signaux AIS émis des navires hors portée des stations terrestres (NDLR : qui n'existent pas le long de la RMN). **Le récepteur AIS a déjà réussi les tests en vol sur 16 satellites créés par SPUTNIKS** pour élargir la constellation de satellites du groupe Sitronics. Le satellite a été lancé en orbite en février de cette année ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 11 avril 2024).

La plate-forme de recherche russe brise-glace *Severnij Polus* a dérivé avec la banquise dans les eaux territoriales norvégiennes au nord de l'archipel du Svalbard. Le navire participe à une expédition de recherche depuis 2 ans pour le Service fédéral russe d'hydrométéorologie et de surveillance de l'environnement (Roshydromet). Le navire a commencé sa dérive à travers l'Arctique en octobre 2022 avec l'intention de conclure son voyage dans la mer du Groenland. Cependant, au cours des dernières semaines, il a continuellement dérivé vers le sud en direction de l'archipel arctique norvégien, entrant dans les eaux territoriales du pays la 2^{ème} semaine d'avril jusqu'à environ 8 milles de la pointe nord du Svalbard. Le brise-glace et patrouilleur offshore des garde-côtes norvégiens *KV Svalbard* a quitté le port de Longyearbyen au Svalbard en direction du *Severnij Polus* puis a fait demi-tour après s'être approché de sa position sans toutefois l'intercepter. Les autorités norvégiennes ont donné leur accord pour pénétrer provisoirement dans ses eaux, le temps que la banquise plus lâche lui permette de reprendre une route plus Nord. Ce qu'il a fait depuis mi-avril ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 15 avril 2024).

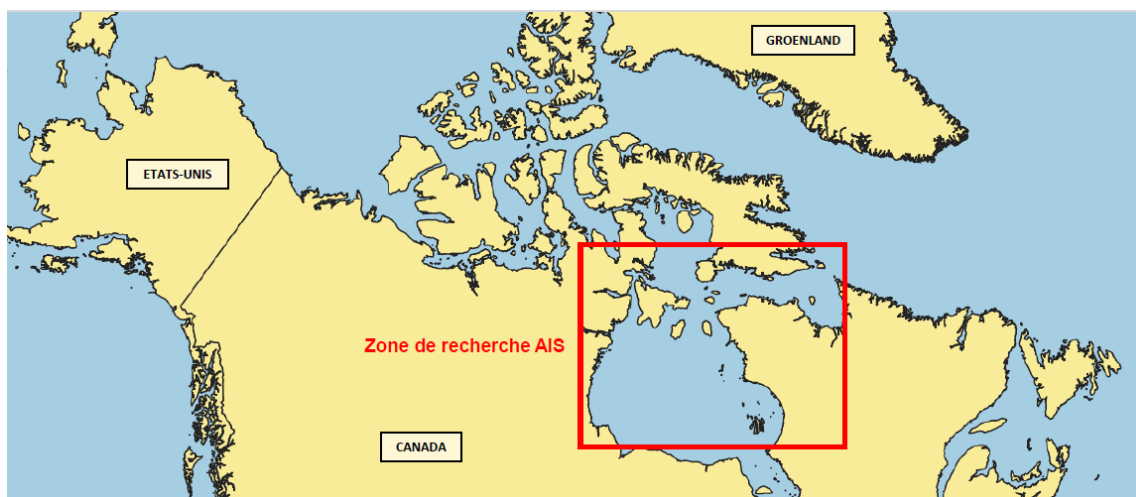


Le second satellite Arktika-M à orbite polaire fortement elliptique HEO de la constellation qui devrait être composée de 4 engins spatiaux a été mis en service ce mois-ci. Les satellites Arktika-M, placés sur des orbites de type Molniya avec une apogée élevée (~40 000 km), transmettent des données météorologiques et des renseignements sur la situation des glaces. Ainsi, le « trou » dans la couverture mondiale de la calotte au pôle Nord est comblé, car la région arctique est inaccessible à l'observation par satellites en orbite géostationnaire et les satellites en orbite basse ne permettraient pas d'observer cette région avec la fréquence requise. ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 28 avril 2024).

L'étude de ce mois porte sur la visualisation de tous les flux AIS dans la zone de la baie d'Hudson entre le 15 octobre 2023 et le 15 mars 2024. Les flux AIS observés sont marqués par une forte saisonnalité. Au cours de la période étudiée, le pic d'activités se concentre entre octobre et novembre, puis s'estompe rapidement et reste faible pendant les autres mois de l'hiver. (Analyse Nicolas Erwes d'Airbus Defense).

DEFENCE AND SPACE

ETUDE DES FLUX MARITIMES DANS LA REGION DE LA BAIE DE HUDSON OCTOBRE 2023 – MARS 2024



DEFENCE AND SPACE

SYNTHESE DE TOUS LES FLUX MARITIMES DETECTES

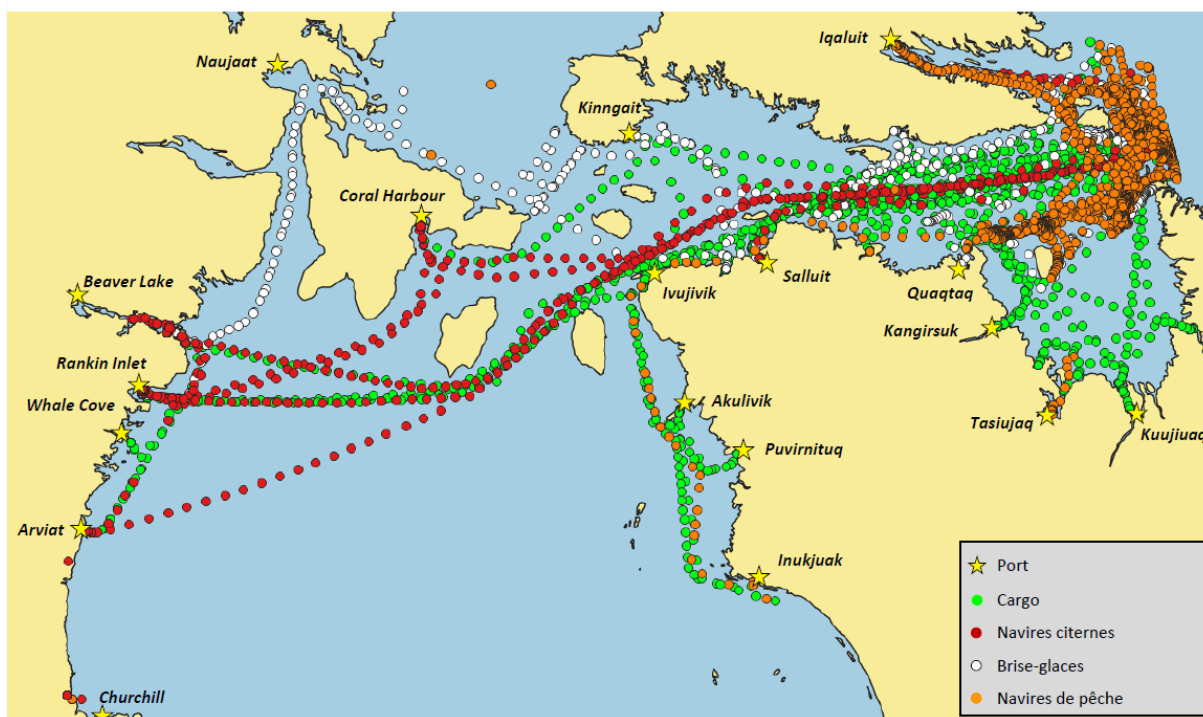


Figure 1 : Activité des navires dans la baie d'Hudson pendant l'hiver 2023-2024
(@ [Airbus Defense / space](#))